

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

A

INSTRUCTION GÉNÉRALE

EX 48

N° 1

Paris, le 22 novembre 1940.

TRANSPORTS EN SERVICE

La présente Note Générale a pour objet de préciser le nouveau régime des Transports en Service; elle annule le paragraphe C³ de la Note Générale Série Organisation de la S.N.C.F. N° 8 - A⁸ (ancienne Instruction Générale N° 8, modifiée par rectificatif en date du 27 avril 1938).

Une Instruction Générale sera publiée en vue de faire connaître les modalités d'exécution relatives à ces transports, les imputations comptables éventuelles et les modèles d'imprimés à utiliser.

CHAPITRE PREMIER

Transports effectués pour le compte Exploitation.

Article 1^{er}. — Disposition générale concernant les facturations.

Aucun transport imputable au compte Exploitation ne subira de facturation.

Article 2. — Contrôle des transports effectués pour le compte Exploitation.

Des sondages seront faits par les soins des Services qualifiés des Régions et, le cas échéant, des Services Centraux pour contrôler les transports en question; le contrôle devra porter notamment sur des transports à caractère exceptionnel, tels que les expéditions en grande vitesse, les transports de Magasin général à Magasin général, etc...

Article 3. — Expédition de la S. N. C. F. pour son compte à des tiers.

Par application de l'article 1^{er}, toutes les expéditions que la S.N.C.F. effectue pour les besoins de son exploitation, tels que les envois de pièces ou d'appareils en réparation, les renvois de colis dévoyés, les retours d'objets avariés aux expéditeurs, etc... ne subiront aucune facturation.

Ces expéditions sont d'ailleurs à distinguer de celles dont il est question plus loin au chapitre IV et qui sont effectuées pour le compte de tiers : livraisons pour travaux effectués par la S.N.C.F. pour le compte de tiers, retour par les Etablissements de la S.N.C.F. de fournitures défectueuses, etc...

Article 4. — Transports de matières courantes entre les fournisseurs et les Magasins ou les Etablissements de la S. N. C. F.

On vise ici toutes les matières à l'exclusion de celles visées à l'article 5.

Sauf dans les cas où l'achat rendu magasin serait plus avantageux et pour lesquels toutes indications utiles devront être fournies, le cas échéant, tous les pro-

duits seront achetés « départ producteur » et les transports jusqu'au magasin ou au lieu d'emploi ne seront pas facturés.

Dans le cas d'achats « départ producteur », la comparaison des offres sera basée, jusqu'à nouvel avis, et sous réserve des dispositions de l'article 7, sur les tarifications suivantes :

- a) Expédition de détail, inférieure au wagon complet Base 0 fr. 50/T-km.
- b) Expédition par wagons complets ou considérés comme tels jusqu'à 100 tonnes Base 0 fr. 30/T-km.
- c) Expédition par rames complètes ou considérées comme telles de plus de 100 tonnes Base 0 fr. 20/T-km.

Il sera fait abstraction des transports pour les produits valant plus de 5 frs par kg. quelqu'en soit le tonnage et pour les expéditions inférieures à 1.000 kgs (détail).

Pour les cas usuels, le calcul se trouve facilité par l'emploi des barèmes et cartes simplifiés établis sur la base de 0 fr. 30 la T-Km., faisant l'objet de l'Annexe à la présente Note Générale.

Article 5. — Transports spéciaux.

A) — TRANSPORTS DE MATÉRIEL ROULANT

1° - Réparation ou vente de matériels roulant et moteur.

La comparaison des offres des tiers (fournisseurs ou acheteurs) se fera, sous réserve des dispositions de l'article 7, comme ci-dessus, mais le taux forfaitaire à utiliser sera de 0 fr. 10/T-km.

2° - Transports de matériels roulants spéciaux circulant à vide (wagons-citernes).

Dans le cas général, pour la comparaison des offres des fournisseurs, il sera tenu compte du prix de revient du transport « aller » ou « retour » à vide sur la base de 0 fr. 10 la T-km. de tare.

Dans le cas particulier des transports de citernes d'hydrocarbures (envoi à vide de wagons-citernes de la S.N.C.F. ou retour à vide du matériel des fournisseurs), comme la tare de ces dernières n'est pas nécessairement connue des bureaux de commande, il a été décidé, admettant une constance suffisante du rapport de la tare à la charge, de substituer au calcul du prix de revient indiqué pour le cas général, un calcul simplifié, rapporté non plus à la tare, mais à la charge et basé sur le taux de 0 fr. 10/T-km. (de charge). Il devient ainsi possible de fusionner les calculs relatifs aux prescriptions de l'article 4 et du présent alinéa de l'article 5, et, dans le cas courant d'expéditions inférieures à 100 tonnes, il suffira donc d'appliquer au tonnage offert un taux unique de taxation fictive de 0 fr. 30 + 0 fr. 10 = 0 fr. 40/T-km., qui tient compte et du prix de revient du transport de l'hydrocarbure (art. 4) et de l'« aller » ou du « retour » à vide des wagons citernes (art. 5-2°).

B) — COMBUSTIBLES

En ce qui concerne la fourniture de combustibles pour la S.N.C.F., la comparaison des prix des fournisseurs et l'étude de la répartition des combustibles entre les différents centres de consommation (zonage), seront faites en utilisant les taux de 0 fr. 10 pour la traction vapeur et 0 fr. 07 pour la traction électrique, par tonne et par kilomètre.

Pour l'estimation des prix de transport à intégrer dans les prix de cession aux étrangers à la S.N.C.F., on utilisera le prix forfaitaire de transport de 0 fr. 20 par tonne et par kilomètre.

C) — DESSERTE DES CARRIÈRES

Le Service Central des Installations Fixes établira, lors de chaque adjudication, les zonages utiles et les tarifs à appliquer pour la comparaison des offres des fournisseurs.

Article 6. — Ventes de vieilles matières.

Sauf dans le cas où la vente « départ » serait plus avantageuse et pour lequel toutes indications utiles devront être fournies, le cas échéant, les vieilles matières seront ven-

dues « rendues » et les transports du lieu de dépôt au lieu de livraison ne seront pas facturés.

Pour la comparaison des offres des acquéreurs, il sera tenu compte des transports, sous réserve des dispositions de l'article 7, sur la base des taux fixés à l'article 4.

Article 7. — Divers.

Les règles générales qui précèdent, concernant la comparaison des offres des fournisseurs, peuvent toutefois recevoir des tempéraments; en effet, dans le choix final du fournisseur, il conviendra de ne pas s'en tenir absolument au résultat automatique des calculs si des circonstances de fait exigent qu'il soit procédé autrement; il faut en effet tenir compte notamment, de la nécessité de ne pas priver totalement de commandes les industries qui vivaient jusqu'ici du chemin de fer, et, d'autre part, du fait que les prix des produits offerts par certains fournisseurs peuvent comporter des frais de transport par fer intégrés dans la valeur de la marchandise au cours de certains stades de fabrication; de même, on peut tenir compte des transports par fer de produits résultant de la démolition de matériel roulant.

Il y a toutefois lieu de se montrer prudent dans l'application du présent article et il est rappelé que le Cahier des Charges de la S.N.C.F. dispose que les marchés et traités de la S.N.C.F. sont, en principe, passés après appel à la concurrence, sauf exception justifiée par les nécessités du service et reconnue comme telle par l'autorité qui approuve les dits marchés et traités. La décision de cette autorité doit être motivée.

CHAPITRE II

Transports effectués pour le compte Établissement.

Article 8. — Dispositions générales.

Ces matières sont transportées sans facturation immédiate ainsi qu'il est procédé pour les transports du Compte Exploitation. Par contre, le Compte Exploitation sera déchargé des frais de ces transports, par les comptabilités des Services utilisateurs qui majoreront la valeur de ces matières d'un certain pourcentage indiqué à l'article suivant.

Article 9. — Taux de majoration applicables aux diverses catégories de matières destinées à des travaux du Compte Établissement.

a) Matières courantes :	
matières autres que celles visées en b) ci-après	2 %
b) Matériel de voie :	
rails	5 %
traverses	8 %
ballast	95 %

CHAPITRE III

Transports effectués pour le compte de l'État.

Article 10. — Transports de matières destinées à des travaux effectués par la S.N.C.F. pour le compte de l'État.

Il s'agit ici des transports d'articles destinés à des travaux effectués dans les ateliers ou les chantiers de la S.N.C.F. pour le compte de l'État; sauf indications contraires dans les accords intervenus avec l'État, ces transports seront soumis au régime des transports du Compte Établissement (*majoration ad valorem*).

Article 11. — Transports directement destinés à des Établissements ou chantiers des Administrations de l'État (P. T. T., Ponts et Chaussées, etc...)

Ces transports suivront les dispositions contractuelles en cours.

CHAPITRE IV

Transports effectués pour le compte de Tiers. (autres que l'État).

Article 12. — Livraisons directes aux tiers.

Les matières devront être expédiées en port dû au tarif commercial, à l'exception des expéditions indiquées aux articles 3 et 6 ci-dessus.

Toutefois, les expéditions directes de combustibles à des étrangers à la S.N.C.F. sont effectuées en service, sans taxation, les frais de transport étant incorporés dans le prix facturé.

Article 13. — Transports de matières destinées à des travaux effectués par la S. N. C. F. pour le compte de tiers.

Cet article vise particulièrement les matières fournies par la S.N.C.F. et destinées à un de ses ateliers ou chantiers travaillant pour des tiers. Comme on ne saurait songer pour ces matières à établir une facturation complète depuis le fournisseur jusqu'au lieu d'emploi, il y aura lieu de leur appliquer le même principe et les mêmes taux de majoration que ceux prévus pour les transports du Compte Etablissement, savoir :

a) Matières courantes :	
matières autres que celles visées en b)	2 %
b) Matériel de voie :	
rails	5 %
traverses	8 %
ballast	95 %

Article 14. — Matières destinées à des embranchements ou établissements exploités en communauté avec d'autres Réseaux français ou étrangers.

Pour que l'Administration co-participante supporte également les frais de transport, il y aura lieu d'appliquer à celles de ces matières qui sont facturées à cette Administration, ou à la communauté, la même majoration que celle prévue à l'article 13 ci-dessus.

Toutefois, pour celles de ces communautés pour lesquelles il a déjà été prévu un mode de facturation des transports, il y a lieu de s'en tenir aux termes mêmes des contrats (cas, par exemple, des communautés de Modane et Vintimille).

Article 15. — Transports des entreprises satellites des Chemins de fer (telles que l'Entreprise des oreillers et couvertures, la Société des bascules automatiques, etc...).

Ces transports suivront, dans les contrats à venir, les prescriptions des articles 12 et 13 ci-dessus.

Pour les traités en cours, il y a lieu de s'en tenir aux règles appliquées jusqu'ici par chaque Région.

CHAPITRE V

Article 16. — Imputation des majorations.

La facturation des matières et articles utilisés à des travaux effectués pour le Compte Etablissement, pour le compte de l'État ou pour le compte de tiers (autres que l'État) doit comporter l'application de majorations « ad valorem » dont les taux respectifs sont indiqués aux articles 9, 10 et 13 qui précèdent.

Ces majorations sont appliquées par la Comptabilité du Service ayant effectué le travail.

Le produit de ces majorations est porté au crédit du Compte Exploitation (Chapitre V, art. 9, § 1).

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

NOTA. — La présente Note Générale ne concerne pas certains transports spéciaux, tels que les transports de charbon ou autres matières pour le personnel et les transports d'articles divers pour les économats. Ces transports feront l'objet d'instructions particulières émanant du Service Central du Personnel.